

*Prêts aux petites entreprises—Loi*

● (1510)

En fait, monsieur le Président, ces prêts se sont révélés, très rentables et le gouvernement n'a à peu près rien déboursé. Ce serait une bonne source de fonds pour créer des emplois aujourd'hui.

Le gouvernement a investi dans la recherche et le développement un peu à l'aveuglette parce qu'il n'a pas de programme: il entend parler de quelque chose de nouveau, alors il s'y intéresse. Il n'a aucun programme global. Évidemment, le gouvernement a toutes sortes de sacs à surprises, tellement en fait que je ne m'y retrouve plus. J'ignore d'ailleurs comment l'industrie réussit à y voir clair. Voici comment le gouvernement procède: il a des experts-conseils à Ottawa, et on va les consulter pour savoir où obtenir de l'argent. C'est du gaspillage, à mon avis. Un seul bon programme pour l'industrie et le commerce devrait être suffisant. Arrêtons de parler de \$100,000 pour ce programme-ci et de \$500,000 pour ce programme-là. Parlons de montants plus élevés, par exemple d'un minimum de 2 millions à un maximum de 5 millions, car c'est ce qu'il faut de nos jours. Il faut des montants beaucoup plus élevés parce que l'industrie fait largement appel au capital.

Quand le gouvernement fait des prêts de ce genre, il ne devrait pas avoir à les garantir à 100 p. 100. Il faudrait toujours passer par les banques et leur laisser prendre la moitié des risques. Après tout, elles font les profits. Pourquoi n'accepteraient-elles pas une part des risques? Ainsi, une nouvelle entreprise ou une entreprise qui prend de l'expansion pourrait profiter de taux d'intérêt réduits jusqu'à ce que les travaux de construction soient terminés et que son chiffre d'affaires soit suffisamment élevé pour qu'elle puisse commencer à rembourser l'intérêt. Ce qui s'est passé dans notre pays, monsieur le Président, c'est que nous avons capitalisé l'intérêt au point que nous ne sommes plus compétitifs.

Cela m'inquiète beaucoup, étant donné la concurrence internationale à laquelle nous devons tenir tête. Il y en a de nombreux exemples dans ma circonscription même. J'ai reçu un appel téléphonique la semaine dernière de Whitby Welding, une très vieille entreprise, reconnue et bien établie qui exporte plus de la moitié de sa production. Cette entreprise est littéralement traînée dans la rue par la banque, car au moment où les taux d'intérêt étaient élevés, les affaires étant bonnes, elle a continué à payer ces intérêts, et lorsque les ventes ont baissé, par suite d'une diminution de la demande, ses coûts s'étaient déjà accrûs puisqu'elle avait modernisé son usine et son équipement. Mais ils demeurent aux prises avec les taux d'intérêt. Si nous avions une politique de taux d'intérêt variables, si les taux d'intérêt fluctuaient en fonction de l'état de l'économie, nous pourrions très simplement les subventionner grâce aux économies que nous ferions en prestations d'assurance-chômage et de bien-être social. De plus, et cela me touche vraiment, les gens seraient plus fiers d'eux-mêmes s'ils pouvaient travailler au lieu de rester assis chez eux à boire de la bière. C'est là la clé du problème.

Mais, pour en revenir à l'entreprise Whitby Welding, elle aurait pu survivre si elle avait pu obtenir un prêt à faible intérêt fixe ou à intérêt variable, mais la banque a exigé non seulement qu'elle paie l'intérêt, mais encore qu'elle rembourse tous ses emprunts. Je n'ai pas eu de nouvelles de cette entreprise depuis une semaine, mais j'espère qu'elle a trouvé quelque secours auprès du ministère de l'Industrie et du Commerce,

car c'est une bonne entreprise. Elle est dirigée par des gens extraordinaires qui sont, je dois l'admettre, parmi mes meilleurs partisans. En outre, son président est l'un de mes principaux ramasseurs de fonds, et j'en ai vraiment besoin. Mais, voyez-vous, monsieur le Président, ce sont là les gens que nous représentons. Notre parti représente les petites entreprises et tous ceux qui croient dans la libre entreprise, le libre accès à la propriété et la personne.

Du fait de nos programmes, monsieur le Président, nous manquons à nos obligations envers notre pays. Nous ne sommes pas équitables envers les Canadiens. Nous dénigrons les syndicats au lieu d'encourager la collaboration entre le gouvernement, le patronat et le salariat et de stimuler la productivité. Nous nous orientons mal.

Voyons un peu comment d'autres pays se sont si brillamment tirés d'affaire. J'ai beaucoup d'admiration pour le Japon, monsieur le Président, mais vous m'avez entendu protester contre l'accroissement des importations de voitures de ce pays, de crainte que cela ne nuise à l'emploi dans ma région. Le gouvernement n'a nullement encouragé nos producteurs à s'adapter à la technologie de pointe. Mais au Japon, la petite entreprise peut louer au gouvernement un ou deux robots pour ses besoins. Elle n'a pas à payer de frais de location tant qu'elle n'a pas mis au point son procédé. C'est seulement à ce moment-là qu'elle s'engagera par contrat à long terme et ses frais de location iront croissant, ce qui lui permettra d'accroître sa production dans son domaine de spécialisation.

**M. Bosley:** On croirait entendre les ministres du cabinet libéral.

**M. Fennell:** Peut-être, mais je parle ici de gens ordinaires.

**M. Smith:** Nous sommes des gens ordinaires, nous aussi.

**M. Fennell:** Je sais que vous êtes des personnes, et que vous représentez des personnes. Mais ce que je cherche à faire comprendre, c'est qu'en collaborant ici, il doit sûrement y avoir moyen de trouver une politique solide qui nous éviterait de consacrer des milliards aux prestations d'assurance-chômage et aux prestations de bien-être social et qui nous permettrait de donner aux Canadiens le sentiment d'être utiles. Les chômeurs, monsieur le Président, n'ont pas le sentiment d'être utiles. Les 700,000 personnes qui sont sorties des listes de l'assurance-chômage n'ont plus ce sentiment. Voilà de quoi il s'agit, le sentiment d'être utile à quelque chose, qu'il faut donner au travailleur et à l'entrepreneur.

Il a été question des banques, monsieur le Président. Nous avons admis des banques étrangères, puis ensuite nous les avons énormément entravées en leur interdisant de dépasser une certaine taille. Et cela parce que les banques constituent au Canada un très puissant groupe de pression. Il faudrait autoriser deux fois plus de banques à s'établir ici. Je sais que leur nombre augmente lentement, mais il nous faut beaucoup plus de moyens de financement. Si nous ne voulons pas que nos entreprises appartiennent aux étrangers, il nous faut beaucoup plus de potentiel de prêt.

Comme l'a déjà dit mon collègue, le député de Provencher (M. Epp), il nous faut des associations d'épargne et de crédit. Il nous faut des sociétés de fiducie. Avec cette réserve toutefois qu'il faut les assujettir à la loi sur les banques. Nous avons vu quels problèmes surgissent quand des établissements de crédit relèvent de la législation provinciale. Il faut les assujettir à la loi sur les banques, mais sans rendre les choses si difficiles. Par